Réponse à Humundi

De l'agroécologie

DéFI veut développer de manière progressive l'agriculture biologique tout en misant sur l'évolution positive de l'agriculture raisonnée. Cette forme d'agriculture met en avant les principes suivants : rotation des cultures, interdiction d'utilisation de pesticides chimiques, interdiction d'utilisation des OGM, utilisation raisonnée des ressources disponibles à la ferme (limiter la dépendance aux intrants produits hors de la ferme, limiter la consommation d'eau, recycler les déchets). Il faut accompagner nos agricultures vers une transition pour que celle-ci soit plus durable. L'agroécologie est un moyen pertinent pour y arriver. Les études prouvent depuis longtemps son efficacité à produire suffisamment et sa résilience face aux problématiques de dérèglement climatique.

Cependant, il faut aussi tenir compte et encourager les évolutions très positives qu'a connues l'agriculture conventionnelle ces dernières années. L'agriculture biologique doit répondre à une demande grandissante alors que l'agriculture conventionnelle doit être également aidée dans cette perspective de transition pour répondre aux défis alimentaire, démographique et environnemental.

Investir dans la recherche scientifique dans le domaine agronomique est une priorité.

Comme constaté précédemment, l'emploi agricole ne cesse de régresser. Cette tendance est européenne. Dès lors, **DéFI** considère qu'il est impératif de réactiver l'emploi agricole en prenant les mesures suivantes :

- recourir au financement participatif pour financer les projets spécifiques ;
- encourager l'installation de groupements d'agriculteurs en Wallonie en permettant une flexibilité d'emploi et l'achat coopératif de partage de matériel.
- Avoir une réflexion au niveau européen sur la PAC pour privilégier les emplois plutôt que le nombre d'hectare des exploitations agricoles.

Face aux enjeux de la transition climatique, DéFI veut une agriculture bas carbone à l'horizon 2050. En effet, Les émissions de gaz à effets de serre (GES) issus de l'agriculture représentent une part non négligeable des émissions totales à l'échelle mondiale. Il convient de réduire ces émissions de 60% à l'horizon 2050. Les outils technologiques et techniques offrent un potentiel de 30 à 40%.

Un plan d'actions intermédiaires à l'horizon 2030 doit être mis en place. Ses objectifs viseront à:

- développer la compensation carbone volontaire sur base d'une certification indépendante harmonisée ;
- développer les filières de biométhanisation des déchets agricoles en circuits courts ;
- réduire la consommation énergétique des exploitations agricoles ;
- réduire les apports en engrais azotés.

Soucieux de concilier préservation de l'environnement, rentabilité économique et limitation des effets émergents du changement climatique, DÉFI souhaite par exemple légaliser la culture du chanvre.

On estime qu'en Europe, environ 137 000 km² de terres agricoles sont contaminées à des degrés divers par les métaux lourds. Des terres qui ne peuvent dès lors plus être utilisées qu'à des fins de production non alimentaires. Parmi les aspects particulièrement intéressants du chanvre relevés par une équipe de chercheurs de l'UCL, on compte :

- sa capacité à extraire les métaux lourds du sol
- ses tiges, sources de fibres utilisées dans l'industrie du textile ou de la construction
- ses fleurs qui contiennent des substances, les cannabinoïdes, d'intérêts pharmaceutiques divers.

De plus, cette nouvelle entreprise permettra l'émergence d'une opportunité lucrative pour des agriculteurs en mal de diversification et de rentabilité.

Enfin, pour **DÉFI**, il convient d'assurer une vigilance permanente sur les négociations des accords de commerce et d'investissements de l'Union européenne. Les intérêts des agriculteurs wallons doivent être considérés tout au long de la procédure de négociation, de signature et d'assentiment des accords européens. L'agriculture européenne en général ne peut servir de variable d'ajustement et de compensation pour servir les intérêts industriels ou autres. On sait pertinemment bien que chaque pays peut produire suffisamment pour nourrir sa population. Le libre échange ne doit pas entraver la capacité des pays à produire son alimentation.

En particulier les objectifs suivants doivent être gardés à l'esprit :

- le maintien du modèle agricole dit "ferme familiale" ;
- le maintien des normes européennes sans nivellement par le bas ;
- la garantie de l'application du principe de précaution, notamment pour les OGM.

De l'utilisation des produits phyto

DéFI entend limiter autant que possible et, sur la base d'une programmation stricte, les pesticides qui menacent la biodiversité et la santé publique.

En outre, il convient de prévoir des mesures de soutien au secteur agricole afin de permettre la transition dans les meilleurs conditions : adaptation des dates des semis, mise en place d'un réseau agriculteur, prime pour achat bineuse mécanique, interdire les promotions sur les produits phyto.

Il faut préciser que 95% des agriculteurs wallons répondent aujourd'hui aux critères de durabilité, et qu'en la matière l'agriculture wallonne est à la pointe de l'échelle mondiale (ceci signifie que le système de production est totalement transparent et traçable et toutes les informations, quel que soit le niveau de la chaîne de production, sont disponibles en temps réel)

Il s'agit de s'engager résolument dans la continuité du Programme wallon de Réduction des Pesticides (PWRP) qui traduit au plan régional l'objectif fixé par la directive européenne 2009/128/CE qui préconise une utilisation des pesticides compatibles avec le développement durable.

Comme le rappelle à juste titre Guibert del Marmol (cfr infra), "(...) les produits de l'agriculture ne sont pas des produits comme les autres, il est absurde de les considérer comme des éléments d'un système industriel dont la finalité première n'est plus de nourrir l'humanité mais de vendre des produits chimiques aux agriculteurs".

Soutenir l'agriculture à petite échelle face aux changements climatiques

L'agriculture familiale paysanne a des avantages indéniables en matière de gestion de l'environnement. Le lien étroit que les paysans et leurs familles ont avec leurs terres se traduit par un plus grand souci de la préservation de l'écosystème et une gestion plus durable des ressources naturelles. L'agriculture familiale paysanne est aujourd'hui la mieux armée pour s'adapter aux effets du dérèglement climatique. Elle est la plus apte à porter et réussir la transition agro-écologique indispensable à long terme. Pour DÉFI il est donc important de la soutenir.

1° Restructurer les filières de production

Il s'agit d'améliorer le fonctionnement du marché.

Les filières agricoles et agroalimentaires se caractérisent par une forte dissymétrie entre la production, secteur atomisé, et l'aval, pour sa part très concentré. Il en résulte une répartition de la valeur ajoutée défavorable au secteur de la production - agriculteurs et éleveurs - qui ne bénéficient pas d'un pouvoir de négociation équilibré. Cette concentration nuit au secteur et à une juste répartition de la valeur ajoutée dans la filière. De manière générale, les entreprises agricoles qui cherchent, aujourd'hui, à adapter l'offre à la demande est obligée de privilégier des schémas d'organisation des marchés et des techniques commerciales qui s'inscrivent dans les règles générales de concurrence et de libre échange, alors même que les conditions de marché et de concurrence ne sont pas rencontrées.

2° Encourager la constitution de filières intégrées

La constitution de monopoles ou de quasi-monopoles ne peut aboutir qu'à des dérapages similaires à ceux enregistrés chez Veviba.

Les producteurs (agriculteurs et éleveurs) doivent se regrouper par filière et disposer d'un soutien public spécifique pour une diversification de leurs activités et une totale maîtrise de leurs outils.

DÉFI est partisan de pouvoir créer des filières intégrées.

La Wallonie en manque, ce qui a pour conséquence qu'une part majeure de la valeur ajoutée échappe aux producteurs et industriels wallons.

Notre stratégie doit viser à créer des chaînons manquants et/ou de nouvelles chaînes de valeur, dans le cadre d'une stratégie de croissance orientée, prioritairement, vers la consommation intérieure et, à maturité, vers l'export. Cette démarche conduira ainsi

à une augmentation de la demande de biens intermédiaires/matières premières produits en Wallonie par les différents acteurs de la chaîne.

La création de ces chaînons doit, notamment, s'opérer :

- dans le secteur de la transformation, bio ou non. Ce secteur n'a, par exemple, toujours pas accès, pour une grande majorité, au label "Agriculture de Wallonie";
- au sein même de la filière bio.

3° Créer un Centre de compétences agricoles wallon

Pour atteindre cet objectif, nous préconisons la création d'un Centre de compétences agricoles wallon (CCAW) unique en Wallonie qui regroupera et sera géré paritairement par les agriculteurs, les éleveurs, les centres de recherche, les universités et les industriels.

Il aura, notamment, pour objet :

- d'améliorer la formation des groupes cibles, notamment avec l'AWEX pour favoriser l'exportation ;
- de développer des cahiers des charges associant l'ensemble des maillons de la chaîne de production, garantissant, de la sorte, un revenu correct aux agriculteurs et éleveurs et un meilleur respect des normes de développement durable ;
- de favoriser l'autonomie globale des agriculteurs et éleveurs.

4° Favoriser la création de coopératives locales par filières

Les services publics doivent favoriser une offre agrégée pour encourager les circuits courts, l'économie circulaire et les nouveaux modes de consommation. Les opérateurs économiques (start-ups, coopératives, secteur de la distribution) sont aujourd'hui freinés dans leur expansion, faute d'une chaîne logistique satisfaisante.

Les services publics doivent s'appuyer sur les organisations agricoles professionnelles pour favoriser la création de coopératives locales par filières et par bassins de vie qui auront une quadruple vocation :

- renforcer la chaîne logistique des circuits courts;
- accroître la sécurité alimentaire;
- renforcer le pouvoir de concertation des producteurs.
- favoriser l'innovation et la qualité au travers de cahiers de charge spécifiques.

Il faudra, en outre, veiller à ce que les coopérateurs puissent disposer d'une capacité de blocage de décision au sein de ces coopératives pour permettre aux coopérateurs de conserver la maîtrise sur l'outil.

Cette offre agrégée sera regroupée dans des halls-relais accessibles à l'ensemble des opérateurs intermédiaires, aux transformateurs et aux distributeurs.

DéFI est favorable à l'émergence de filières complètes d'alimentation locale et durable en circuit court et en économie circulaire autour d'entreprises à finalité sociale comme nouveau modèle agroéconomique :

- consacrer davantage de terres agricoles à la consommation locale;
- favoriser l'émergence de supermarchés coopératifs ou via des plateformes numériques;
- créer des potagers dans les établissements scolaires;
- permettre d'équilibrer l'offre entre les circuits courts et d'autres modèles tels que les associations agricoles.

5° Développer des structures d'abattage de taille moyenne et plus flexibles.

Les abattoirs restent un maillon essentiel de notre modèle agricole. Il souffre, pourtant, d'une mauvaise réputation pour divers motifs. Différents facteurs (coût de la main-d'œuvre, réglementations sanitaires...) ont, récemment, poussé de nombreux abattoirs à cesser leurs activités et mené les pouvoirs publics à réduire leur participation. En 1985, on dénombrait 173 abattoirs en Belgique, dont 60 sur le seul territoire wallon. À ce jour, il ne reste plus que 25 abattoirs agréés en Wallonie.

Un accès simple à des structures d'abattage adaptées de proximité (type camion mobile), respectant les directives respectueuses du bien-être animal pour la mise à mort, constitue cependant un enjeu économique et territorial.

DéFI entend défendre les mesures suivantes :

- définir un cadre réglementaire stable et concerté;
- renforcer l'encadrement pour les opérateurs existants et les nouvelles structures;
- favoriser le modèle coopératif et le partenariat public/privé, en ce compris pour les grands abattoirs;
- créer des abattoirs mobiles en PPP.;
- favoriser le couplage d'abattoirs aux ateliers de découpe.

6° Favoriser l'autonomie alimentaire dans les exploitations agricoles.

L'autonomie alimentaire de l'exploitation est le rapport entre les aliments produits (fourrages, céréales, protéagineux) sur l'exploitation et la totalité des aliments consommés par le troupeau sur cette exploitation. L'autonomie alimentaire peut aussi être définie à plus grande échelle : une commune, une région, une province, un pays....

En Wallonie, la part des aliments achetés représente entre 25 et 30% des charges financières d'une exploitation, en moyenne, et est fonction de la spéculation (viande ou lait) (DAEA, 2014). C'est la dépense la plus élevée dans un élevage bovin.

L'autonomie alimentaire des exploitations wallonnes est supérieure à 60% et peut atteindre 100% dans certains cas. La Wallonie est avant tout une terre d'herbage, avec 49% de la surface agricole utile. Un état des lieux sur base des emblavements, des rendements moyens des cultures et prairies et des besoins en protéines du bétail montre que la production de protéines permet de satisfaire 75% des besoins des animaux d'élevage, alors que cette valeur est de 33 % pour la Flandre et de 30% pour l'Europe.

La Wallonie dispose, donc, de nombreux atouts en termes d'autonomie protéique et fourragère par rapport à d'autres régions en Europe et dans le monde, et que l'herbe représente toujours bien une grande partie de leur alimentation.

La Région wallonne doit inciter les éleveurs à s'inscrire dans un système de production animale autonome basé sur la capacité de nourrissage de l'herbe et des cultures fourragères produites sur la ferme.

Les avantages de la démarche sont multiples :

- neutraliser la flambée des prix des aliments du commerce et être garant de sa qualité en produisant l'aliment du bétail sur l'exploitation ;
- réduire les intermédiaires et obtenir un prix équitable pour sa production en écoulant ses produits en vente directe ou en circuit court ;
- réduire le bilan carbone et les factures énergétiques des fermes grâce à l'éolien (notamment les éoliennes à axe vertical) , au solaire et à la biomasse.
- réduire son exposition aux risques naturels (sécheresse...).